

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 24 FÉVRIER 1921.

Projet de loi

tendant à frapper d'un droit les ventes publiques d'œuvres d'art, au profit des artistes auteurs des œuvres vendues (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Le projet de loi qui vous est soumis entraîne l'examen d'une série de questions d'ordres bien divers et dont certaines apparaissent comme particulièrement malaisées à résoudre par des réalisations pratiques.

Ces questions ont trait :

- au principe sur lequel repose le projet de loi ;
- à l'étendue de la matière que la loi doit embrasser ;
- aux taux des prélèvements à opérer ;
- aux moyens propres à assurer les prélèvements et à les répartir aux intéressés.

* * *

La Commission a été unanime pour s'associer à la pensée qui inspire le projet de loi.

L'auteur d'une œuvre artistique possède sur son œuvre des droits d'ordre moral et d'ordre matériel.

Il convient de s'accorder pour proclamer l'impossibilité de renoncer d'une façon absolue et définitive aux premiers de ces droits, de consentir à un abandon si complet de ce qui constitue une partie de la personnalité, qu'une œuvre créée par un artiste pourrait être mutilée, défigurée, employée à des fins que sa conscience artistique réprouve. Qu'elle pourrait cependant être présentée comme son œuvre et l'expression de son art.

(1) Projet de loi, n° 87.

(2) La Commission, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Crick, Max, Piérard, Soudan, Tibbaut et Wauwermans.

Des conventions qui autoriseraient de telles conséquences devraient être considérées comme nulles, parce qu'elles révéleraient une absence de volonté consciente chez celui qui les auraient consenties.

Mais il est aussi d'autres conventions qui peuvent être considérées comme n'ayant été consenties que sous l'empire de l'erreur ou de la contrainte et dont il importe de tempérer les effets par la protection de la loi.

Ce sont celles où l'artiste, au début de sa carrière, pauvre et inconnu, en proie aux exigences de ses créanciers, est contraint par la nécessité d'abandonner le fruit de son travail pour pourvoir aux nécessités urgentes de l'existence.

Ce sont les conventions où l'objet de la cession, la valeur de l'œuvre cédée ne sont pas, ne peuvent être appréciés au moment de la cession.

La loi civile reste-t-elle impuissante vis-à-vis de ceux qui ont abusé des faiblesses d'autrui ? N'a-t-elle pas, en ces derniers temps introduit dans la législation la notion de rupture possible de conventions pour cause d'imprévision ? Et ne songe-t-on pas pas tout naturellement à étendre ces principes en relisant la navrante histoire de certains grands artistes morts dans la misère après avoir fait la fortune de leurs cessionnaires.

A un autre point de vue encore n'est-il pas juste de consacrer une association permanente entre l'auteur et celui qui acquiert l'œuvre ; de conserver à l'auteur une participation dans les bénéfices résultant des plus values successives.

On rechercherait donc vainement où pourraient se trouver les adversaires du principe qui inspire le projet de loi : Il rend hommage à la propriété, mais en même temps au travail qui en a fourni la base. Il réclame l'entente nécessaire entre le travailleur et celui qui procure les moyens de mettre l'œuvre en lumière.

* * *

Les paroles de Lakanal à la tribune de la Convention reviennent ici à la mémoire :

« De toutes les propriétés la moins susceptible de contestation, c'est sans contredit celles des productions du génie ; et si quelque chose doit étonner, c'est qu'il ait fallu reconnaître cette propriété, assurer son exercice par une loi positive... l'auteur ne marche à l'immortalité qu'à travers les horreurs de la misère... La postérité du grand Corneille s'est éteinte dans l'indigence. »

Mais s'il ne peut exister de désaccord en ce qui concerne le principe lui-même, le but à atteindre — assurer à l'auteur une part de la plus value que pourra réaliser son œuvre — nous sommes forcés de constater combien il est malaisé et difficile de réaliser cet idéal.

L'œuvre de justice que poursuit le projet de loi a ses origines en France. Elle a déjà abouti dans ce pays par la loi du 20 mai 1920 « frappant d'un droit au profit des artistes les ventes publiques d'objets d'art ».

Dès 1903, M. Vaunois, posait dans la *Chronique de Paris*, la thèse que l'artiste en alienant sa toile cède bien son ouvrage, mais que l'acquéreur ne lui acquitte pas toute la valeur que la signature représentera plus tard. Il constatait que la renommée se traduit à chaque revente nouvelle par un enrichissement dont l'artiste peut légitimement revendiquer une part.

En 1904, la *Société des amis du Luxembourg* adopta une formule qui envisageait le problème sous le même aspect : l'attribution à l'artiste d'une quote-part notable dans la plus value acquise par l'œuvre.

C'est dans le même esprit qu'en 1914, en Allemagne, l'on rechercha le moyen d'établir sur les œuvres d'art un impôt de plus value analogue à celui institué sur les immeubles.

Mais l'on dut bientôt constater que le système du partage de la plus value se heurtait à des difficultés quasi insurmontables d'application.

La plus value suppose la constatation de la valeur primitive, et des accroissements successifs : ce système exige donc la création d'un véritable cadastre des droits intellectuels, et un Office garantissant l'authenticité des œuvres.

Le système de la plus value doit, logiquement, exclure toute attribution aux artistes dont les œuvres sont revendues au même prix ou à un prix inférieur. Or, il fut affirmé au Congrès international de la propriété artistique tenu à Gand en 1913, que si on considère la *masse* des œuvres, la plus value ne constitue pas la règle, mais la rare exception.

Celle-ci est d'ailleurs souvent le résultat de réclames habiles, de « *lancements* » par des commerçants avisés, plutôt que du mérite même de l'œuvre.

Aussi devant s'incliner devant ce double fait des formalités trop complexes et des sanctions forcément inefficaces, les promoteurs du projet primitif ne réussirent-ils pas à trouver une autre solution que celle-là même qui vous est présentée : une loi instituant un prélèvement peu élevé sur les ventes publiques, au profit des artistes et de leurs héritiers.

C'est ainsi que M. Hesse présenta en 1911 à la Chambre des Députés un projet de loi inspiré des textes adoptés par les sociétés des *Amis du Luxembourg* et « Le droit d'auteur aux artistes ».

M. Maurice Barrès nommé rapporteur provisoire fut remplacé par M. Abel Ferry qui déposa son rapport le 25 janvier 1914. Après l'armistice M. Hesse reprit sa proposition, qui fit l'objet de rapports de M. Bérard à la Chambre des Députés, et M. Reynald au Sénat, avant d'aboutir au vote de la loi de 1920.

Certes cette loi française, de même que celle qui est proposée pour nous régir, dévie du principe qui est invoqué pour la justifier : la participation à la plus value.

Votre Commission eut souhaité, être plus heureuse que celles qui l'ont précédée dans ces études et trouver la formule qui a été vainement cherchée.

Faute de l'avoir découverte, elle a estimé qu'il convenait de ne pas, sous prétexte de ne pouvoir réaliser son idéal, priver davantage les artistes de la faveur qui leur sera réservée.

Il ne faut pas désespérer que la solution proposée aujourd'hui pourra se compléter demain.

* * *

Dès lors, si nous nous accordons à adopter le système qui vous est proposé, il importe de préciser dans quels cas, et sur quelles œuvres, le droit appliqué aux cessions devra être perçu ?

Le projet de loi ne vise que les œuvres *artistiques* et cette expression comprend « les œuvres de dessin, de peinture, d'architecture, de sculpture, de gravure et de lithographie ; les illustrations, les cartes géographiques ; les plans et ouvrages plastiques relatifs à la géographie, à la topographie, à l'architecture ou aux sciences ». (Cons. Convention de Berne, révisée à Berlin, le 13 novembre 1908. Art. 2. Loi belge du 23 mai 1910).

Elle exclut les œuvres littéraires, musicales ou dramatico-musicales. (Id. et loi du 22 mars 1886, sections II et III).

La distinction entre ces catégories d'œuvres est justifiée parce que le droit de l'auteur d'une œuvre artistique ne trouve généralement d'autre rémunération que celle résultant de la vente de l'œuvre, dont le caractère d'exemplaire unique constitue la valeur.

L'exercice des droits sur l'œuvre littéraire et l'œuvre musicale est susceptible, au contraire, d'être démembré par concession de droits d'édition, de traduction, de représentation, d'adaptation, et ces reproductions ne font pas perdre à l'œuvre sa valeur propre. Actuellement les écrivains, les musiciens, les auteurs dramatiques sont groupés pour la défense de leurs droits dans les puissantes sociétés des *Gens de lettres*, des *Auteurs, compositeurs et éditeurs de musique*, des *Auteurs et compositeurs dramatiques*, et, plus grande est la notoriété qui s'attache à leurs œuvres, plus considérable est la redevance, le « droit d'auteur » perçu à leur profit ou au profit de leurs héritiers.

Il a suffi ici d'assurer la reconnaissance du droit pour en assurer l'émolument. Il n'est plus nécessaire de réserver à l'écrivain ou au musicien cet émolument lors de la vente des exemplaires de ses compositions : cette perception existe et est organisée.

L'auteur d'une œuvre artistique qui a aliéné l'objet qui matérialise celle-ci est au contraire le plus souvent, de par le fait de cette aliénation, dans l'impossibilité d'exercer aucun des droits qu'il possédait sur celle-ci, même sous forme de droit d'exposition ou de reproduction.

Le projet de loi ne prévoit la perception du droit qu'à l'occasion des ventes publiques.

Plusieurs membres de votre Commission auraient souhaité voir étendre cette perception aux ventes privées, mais réalisées par des commerçants.

Il a paru que pareille extension de la loi — que le législateur français n'a pas cru pouvoir introduire — n'était pas réalisable.

La mesure ne pourrait se limiter aux seuls marchands d'objets d'art, mais devrait, en tel cas, s'appliquer à tout commerçant vendant une œuvre d'art originale.

Le contrôle serait particulièrement difficile à exercer par les intéressés. Il réclamerait des mesures souvent vexatoires.

La perception étendue aux ventes privées grèverait d'un pourcentage toutes les ventes d'objets d'art, et entraverait singulièrement les transactions.

Dans les ventes privées le prix demandé pour l'œuvre comprend les frais généraux du vendeur, et est souvent le résultat non d'une plus value de cette œuvre mais de la réclame et des frais de lancement. Comment opérer la ventilation ?

Il serait dangereux alors qu'il s'agit d'introduire la consécration d'un droit nouveau d'en pousser à l'extrême l'application : l'on risque de lui aliéner « la sympathie ou tout au moins l'assentiment pratique des divers intéressés ».

L'œuvre devra être originale : ce terme exclut les reproductions obtenues par des moyens purement mécaniques, et sans que l'exemplaire vendu porte une marque de la personnalité de l'auteur.

La gravure tirée par un imprimeur sans l'intervention de l'artiste, le bronze produit par le fabricant en série commerciale, les médailles frappées d'un même poinçon ne sont point des œuvres originales et une création personnelle de l'auteur. Mais le texte de la loi n'exclut pas les copies faites par l'auteur, les interprétations d'une œuvre par un autre artiste, les gravures retouchées, coloriées ou rehaussées par le lithographe ou l'aquafortiste, les reproductions, les cires perdues auxquelles le sculpteur a mis la main, etc., etc.

D'autre part, il va de soi que l'on ne considérera pas comme œuvres originales d'un artiste, sur lesquelles il possède un droit de suite inaliénable, celles incorporées à des immeubles par la réalisation de plans d'architecture. Les dessins et les plans d'architecte constituent l'œuvre originale. Le bâtiment en est une réalisation, et on ne pourrait raisonnablement admettre que tout immeuble passant au feu des enchères, même par saisie, par licitation, fournisse matière au droit de suite.

La question fut soulevée lors de la discussion de la loi française. La Commission fut unanime pour écarter une telle interprétation et jugea même inutile de préciser cette portée de la loi en insérant que les œuvres d'art devraient être *mobilières*.

En ce qui concerne le taux du droit, il est certain que si celui-ci avait pu être perçu sur la plus value des œuvres, la tarification serait par trop minime, mais on doit tenir compte de ce qu'il est perçu à titre forfaitaire, même sur les œuvres vendues à un prix inférieur à l'achat et viendra s'ajouter aux perceptions actuelles, déjà fort élevées, auxquelles les ventes publiques donnent ouverture.

Le droit de suite s'appliquera-t-il à toutes les œuvres visées quelle que soit la nationalité de l'auteur ou celle de l'œuvre ?

Si la loi du 22 mars 1886, accorde aux étrangers les mêmes droits qu'à nos nationaux belges, c'est dans la mesure où ils sont consacrés par le texte de cette loi.

Elle ne constitue donc pas ici un titre d'octroi pour les étrangers.

La Convention de Berne (art. 1) stipule au contraire que les auteurs ressortissants à l'un des pays ressortissants jouissent dans tous les autres pays... des droits que les lois respectives accordent actuellement ou accorderont par la suite aux nationaux.

Faut-il en conclure qu'en vertu de ce texte, le droit de saisie sera acquis au profit des étrangers ?

La solution est de nature à engendrer de longues et dangereuses controverses. La jouissance et l'exercice des droits concédés par la législation interne belge,

sont aux termes de la Convention (art. 4, § 2) « indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre ».

Mais cette règle doit être combinée avec celle de l'article 7 qui stipule que la Convention ne garantit la protection que pendant la durée fixée dans le pays d'origine de l'œuvre et, sauf en France, cette durée du droit de suite est partout nulle puisque le droit y est encore inconnu.

Ainsi on sera induit à conclure que les ressortissants des autres pays ne sont pas fondés à réclamer ce droit. (Voir VAUNOIS, *La loi française du 20 mai 1920. Droit d'auteur*, 1920, p. 106.)

D'autre part, ainsi que le fait observer ce commentateur, on doit se demander si ce droit « constitue une dépendance tellement nécessaire du droit d'auteur qu'on doive l'accorder sur le territoire français aux citoyens des autres pays. La solution affirmative étonnerait au premier abord — écrit-il —, parce qu'il s'agit d'une création toute nouvelle; on est tenté de lui appliquer un traitement séparé ».

On interprétera donc volontiers que la loi ne consacre pas un droit d'auteur, mais réglemente, au profit d'un auteur, les effets de contrats de cession qui dérivent du droit d'auteur.

L'exposé des motifs confirme cette thèse lorsqu'il insiste sur les avantages de l'unification du tarif « afin d'arriver à établir plus commodément les mesures de réciprocité dès à présent envisagées. »

Il est souhaitable cependant qu'aussitôt que la législation d'un pays étranger permettra aux auteurs belges de jouir d'avantages équivalents, le bénéfice de la loi soit accordé, de façon indiscutable, aux artistes de ce pays.

Dès à présent le champ est libre pour cet octroi à nos bons voisins de France.

Le décret du 17 décembre 1920 (art. 10), stipule que « les artistes de nationalité étrangère, leurs héritiers et ayants cause bénéficieront du droit de suite au même titre et dans les mêmes conditions que les artistes français si leur législation nationale fait bénéficier de ce droit les artistes français, mais seulement pendant le temps pour lequel les artistes français seront admis à exercer ce droit dans ledit pays ».

Aux fins de pouvoir réaliser cette réciprocité, sans devoir recourir à la longue procédure des conventions internationales, et aux fins aussi de dissiper toutes controverses d'interprétation, il serait utile pensons-nous, d'instaurer dans la loi, le même système qui a été instauré en matière de propriété industrielle par la loi du 11 octobre 1919 (art. 14) et d'y introduire un texte qui serait ainsi conçu :

« ART. 3bis.

« Le bénéfice de la présente loi s'appliquera en ce qui concerne les étrangers aux ressortissants des pays qui auront accordé aux ressortissants belges des avantages qui auront été reconnus équivalents par arrêté royal publié au *Moniteur belge*. »

Il sera ainsi possible d'assurer immédiatement à nos artistes le bénéfice du

droit de suite en France et de consacrer les droits des artistes français en Belgique.

Le fonctionnement de la loi nouvelle exigera des mesures d'organisation dont le soin doit être confié à l'Administration.

Il n'est peut-être pas sans intérêt de résumer les dispositions prises en France par le décret du 17 décembre 1920 ;

L'artiste qui désire obtenir, soit pour l'ensemble de son œuvre, soit pour une ou plusieurs de ses œuvres, le bénéfice de la loi est tenu de faire insérer une déclaration au *Journal Officiel* et d'adresser un duplicata de celle-ci au Ministre des Beaux Arts.

Toutefois, à défaut de cette déclaration il peut bénéficier du droit, lors du passage en vente publique d'une œuvre déterminée en requérant, dans les vingt-quatre heures qui suivent la vente, l'officier public ou ministériel qui y a procédé, de lui réserver le prélèvement.

Si la remise des fonds n'a pas été opérée à l'artiste ou à son mandataire, dans le mois de la vente, celui-ci est informé par lettre recommandée de ce que le prélèvement est tenu à sa disposition. A l'expiration du troisième mois les fonds sont remis au vendeur et l'artiste ne conserve de recours que contre celui-ci.

Le mandataire peut être une société ou un syndicat chargé de représenter les intérêts de l'artiste, et de ses ayants cause, il prendra en tel cas toutes les mesures pour sauvegarder ses droits.

La loi nouvelle exige pour sortir ses effets le groupement des intéressés — bien que rien dans les textes qui vous sont soumis fasse obstacle à la liberté individuelle.

Ce n'est que par l'union que les artistes pourront assurer la perception qui leur est réservée.

Il est à prévoir que de nationaux ces groupements deviendront bientôt internationaux, et il sera, espérons le, réservé à notre pays d'en demeurer le siège central.

Si même la loi ne devait pas avoir d'autres effets que de réaliser une telle fédération intellectuelle, tous ceux qui y auront participé devraient encore s'en réjouir en se rappelant les paroles de Victor Hugo lors de la création du modeste organisme qui devint la puissante *Association artistique et littéraire internationale*.

« L'union de tous les esprits a été le rêve constant de ma vie qui a presque autant d'années que le siècle.

» La race des littérateurs, race rare, marchera devant; les peuples la suivront.

» La paix universelle sortira de cette immense fraternité spirituelle.

» J'ai toujours pensé que de l'alliance des lettres surgirait la pacification des âmes ».

Le Rapporteur,

P. WAUWERMANS.

Le Président,

E. TIBBAUT.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 24 FEBRUARI 1921.

Wetsontwerp

tot het heffen van een recht op de openbare kunstveilingen ten bate van de kunstenaars, makers der verkochte werken ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2), UITGEBRACHT DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

Het u onderworpen wetsontwerp brengt het onderzoek mede van eene reeks vraagstukken van vrij verschillenden aard en waarvan sommige door practische chikkingen moeilijk op te lossen schijnen.

Die vraagstukken betreffen :

Het beginsel waarop het wetsontwerp berust ;

De uitgebreidheid der stof, door de wet te omvatten ;

Het bedrag der te heffen rechten ;

De middelen die geschikt zijn om de heffing der rechten en hunnen omslag onder de belanghebbenden te verzekeren.

*
* * *

De Commissie was het eens om zich aan te sluiten bij de gedachte waardoor het wetsontwerp werd ingegeven.

De maker van een kunstgewrocht bezit over zijn werk rechten van zedelijken en stoffelijken aard.

Men moet het eens zijn, om de onmogelijkheid uit te roepen van het volstrekt en bepaald verzaken aan het eerste dier rechten, van toe te stemmen in een zóó volledigen afstand van hetgeen een deel der persoonlijkheid uitmaakt, dat een gewrocht, door een kunstenaar geschapen, zou kunnen verminkt worden, misvormd, tot doeleinden gebruikt die zijn kunstenaarsgeweten verwerpt. Dat het nochtans als zijn werk en de uitdrukking zijner kunst zou kunnen voorgesteld worden.

(1) Wetsontwerp, n° 87.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Crick, Max, Piérard, Soudan, Tibbaut en Wauwermans.

Overeenkomsten die dergelijke gevolgen zouden toelaten, zouden als niet bestaande moeten aangezien worden, daar zij afwezigheid van bewusten wil zouden doen blijken bij hem die daarin zou toegestemd hebben.

Maar er zijn ook andere overeenkomsten die kunnen beschouwd worden als enkel aangegaan onder den invloed van dwaling of van dwang, en waarbij het van belang is, door de bescherming der wet, de gevolgen er van te matigen.

Het zijn die, waarbij de kunstenaar, arm en ongekend bij den aanvang zijner loopbaan, ten prooi aan de eischen zijner schuldeischers, door de noodzakelijkheid gedwongen is afstand te doen van de vruchten zijns arbeids om in de dringende behoeften van het bestaan te voorzien.

Het zijn overeenkomsten waarbij het voorwerp van den afstand, de waarde van het afgestane werk, niet gewaardeerd zijn of kunnen worden op het oogenblik van den afstand.

Is de burgerlijke wet machteloos opzichts die welke misbruik hebben gemaakt van een andermans zwakheid? Heeft ze niet, onlangs, in de wetgeving het begrip ingevoerd van mogelijke verbreking van overeenkomsten wegens gebrek aan vooruitzicht? En denkt men er niet gansch natuurlijk aan, deze beginselen uit te breiden, wanneer men de intreurige geschiedenis leest van zekere kunstenaars, gestorven in de ellende, na het fortuin hunner rechtverkrijgenden bewerkt te hebben?

En is het, nog onder een ander opzicht, niet rechtvaardig een bestendige samenhoorigheid te doen heerschen tusschen den maker en dengene die het gewrocht aanwerft; aan den maker eene deelneming voor te behouden in de winsten wegens opvolgenlijke waardevermeerdering?

Men zou dus te vergeefs zoeken naar de tegenstanders van het leidende beginsel van het wetsontwerp: het huldigt den eigendom, maar tevens den arbeid die er de grondslag van was. Het eischt de noodzakelijke verstandhouding tusschen den arbeider en hem die de middelen verschaft om het werk in 't licht te brengen.

*
* *

De woorden die Lakanal sprak van op het spreekgestoelte der Conventie komen hier voor het geheugen:

« Onder al de eigendommen is, ontegensprekelijk, de voortbrengst des geestes het minst voor betwisting vatbaar; en als er iets is dat ons moet verwonderen, 't is dat men dat eigendomsrecht heeft moeten erkennen, de uitoefening er van verzekeren door een stellige wet... de ontwerper komt slechts tot onsterfelijkheid doorheen de gruwelijkheden der ellende... De nakomelingen van den grooten Corneille zijn vergaan in de armoede ».

Doch zoo geen oneenigheid kan bestaan voor wat betreft het beginsel zelf, het te bereiken doel, — den maker een deel te verzekeren van de meerwaarde die zijn werk kan verkrijgen, — moeten wij wel toegeven hoe bezwaarlijk en hoe moeilijk het is dit ideaal te verwezenlijken.

Het werk van rechtvaardigheid dat door het wetsontwerp wordt nagestreefd; ontstond in Frankrijk. Het heeft in dit land reeds de wet van 20 Mei 1920 daar-

gesteld waarbij de openbare kunstveilingen getroffen worden met een recht ten bate van de kunstenaars.

Vanaf 1905, stelde de heer Vaunois in *La Chronique de Paris* de stelling voorop : dat de kunstenaar, die zijn doek verkoopt, wel afstand doet van zijn werk, maar dat de koper hem niet betaalt voor de geheele waarde die zijn naamteekening later zal vertegenwoordigen. Hij merkte op dat, bij elken nieuwen verkoop, de beroemdheid zich doet blijken door eene meerwaarde waarvan de kunstenaar rechtmatig een deel mag eischen.

In 1904 nam de *Société des Amis du Luxembourg* een formule aan die het vraagstuk uit hetzelfde gezichtspunt beschouwde, de toekenning aan den kunstenaar van een merklijk aandeel in de waardevermeerdering van het kunstgewrocht.

In denzelfden geest zocht men, in 1914, in Duitschland het middel om op de kunstgewrochten een belasting van meerwaarde te leggen gelijk aan die waarmee de onroerende goederen zijn bezwaard.

Men moest echter weldra vaststellen dat het stelsel der verdeeling van de meerwaarde bij de toepassing op schier onoverkomelijke moeilijkheden stuitte.

Om de meerwaarde vast te stellen moet men eerst de oorspronkelijke waarde kennen en de achtereenvolgende toenemingen van waarde : dit stelsel eischt dus het opmaken van een echt kadaster der intellectuele rechten en een dienst welke de echtheid der werken waarborgt.

Het stelsel van de meerwaarde moet, wil het logisch zijn, elke vergelding uitsluiten van de kunstenaar wier werken tegen denzelfden prijs of tegen een lageren prijs wederverkocht worden : nu, op het internationaal Congres voor den kunst eigendom, in 1913 te Gent gehouden, werd beweerd, dat, de massa der gewrochten in aanmerking nemende, de meerwaarde niet de regel, maar een zeldzame uitzondering is.

Deze is trouwens vaak het gevolg van behendige reclamen, van het « opvijzelen » door slimme handelaars, meer dan van de verdienste van het werk zelf.

Daar de voorstanders van het oorspronkelijk ontwerp niet hooren wilden van de al te ingewikkelde vormvereischen en van noodzakelijk onafdoende bekrachtigingen, vonden zij geen betere oplossing dan die welke nu voorgelegd wordt : een wet die ten bate van de kunstenaars en van hun erfgenamen een matige heffing invoert op de openbare veilingen.

Zoo kwam het dat de heer Hesse, in 1914, in de Kamer der afgevaardigden een wetsontwerp indiende, steunend op de teksten aangenomen door de maatschappijen der *Amis du Luxembourg* en van *Le droit d'auteur aux artistes*.

De heer Maurice Barrès, die tot voorloopig verslaggever aangesteld was, werd vervangen door den heer Abel Ferry die zijn verslag overlegde op 23 Januari 1914. Na den wapenstilstand diende de heer Hesse zijn voorstel opnieuw in, waarover verslag werd uitgebracht door den heer Bérard, in de Kamer der afgevaardigden, en door den heer Reynald in den Senaat, om ten slotte te komen tot de aanneming der wet van 1920.

Stellig, deze Fransche wet, evenals die welke hier voorgesteld wordt, wijkt af van het beginsel dat ingeroepen wordt om ze te rechtvaardigen : de deelachtigheid aan de meerwaarde.

Uwe Commissie wenschte gelukkiger te zijn dan die, welke vóór haar de vraag bestudeerden, en de formule te vinden waarnaar te vergeefs gezocht werd.

Ofschoon zij die niet ontdekte en onder voorwendsel dat men zijn ideaal niet kon verwezenlijken, meende zij toch dat het niet aanging de kunstenaars nog langer te berooven van de gunst die hun toegedacht wordt. Het is niet onmogelijk dat de heden voorgestelde oplossing later zal kunnen aangevuld worden.

*
* *

Indien we het dus eens worden om het u voorgestelde stelsel aan te nemen, is het noodig te bepalen in welke gevallen en van welke werken het recht van afstand moet geheven worden.

Het wetsontwerp heeft enkel betrekking op de *kunstwerken* en die uitdrukking omvat « de teekeningen, de schilderstukken, bouwwerken, beeldhouwwerken, etsen, steendrukwerken; — de illustraties, de aardrijkskundige kaarten, de plans en plastische werken betreffende de aardrijkskunde, de plaatsbeschrijving, de bouwkunde of de wetenschappen ». (Zie Overeenkomst van Bern, herzien te Berlijn, den 13^e November 1908. Artikel 2 Belgische wet van 23 Mei 1910.)

Letterkundige, muzikale en dramatico-muzikale werken zijn er niet inbegrepen. (Id. en wet van 22 Maart 1886, afdeelingen II en III.)

Het onderscheid tusschen die soorten van werken steunt hierop, dat het recht van den maker van een kunstwerk gewoonlijk geen andere vergelding vindt dan die welke voortkomt van den verkoop van zijn werk, waarvan de eigenschap van eenig exemplaar de waarde uitmaakt.

De uitoefening van de rechten op het letterkundig of het muzikaal gewrocht kan daarentegen gesplitst worden daar afstand van de rechten van uitgave, vertaling, opvoering, aanpassing, en die vervéelvuldigingen doen het werk zijn eigenwaarde niet verliezen. Thans zijn de schrijvers, musici, tooneelschrijvers voor 't verdedigen hunner rechten gegroepeerd in de machtige vereenigingen der *Gens de Lettres*, der *Auteurs, compositeurs et éditeurs de musique*, der *Auteurs et compositeurs dramatiques*, en hoe meer bekendheid hun werken verworven hebben, hoe grooter is de te betalen som, het « auteursrecht », dat te hunnen bate of ten bate hunner erfenamen geïnd wordt.

Het volstond het recht te erkennen om er de betaling van te verzekeren. Het is niet meer noodig een schrijver of een musicus dit emolument voor te behouden bij den verkoop der exemplaren zijner werken: deze inning bestaat en is geregeld.

De maker van een kunstwerk die het voorwerp waardoor dat kunstwerk verstoffelijkt is, vervreemd heeft, is daarentegen, veelal ten gevolge van die vervreemding, in de onmogelijkheid om eenig recht uit te oefenen dat hij op het werk bezat, zelfs onder vorm van tentoonstellings-, of vervéelvuldigingsrecht.

Het wetsontwerp bepaalt dat het recht enkel bij openbare veilingen zal geïnd worden.

Vele leden uwer Commissie hadden graag de inning er van willen zien uitbreiden tot de private, doch door handelaars bewerkte verkooping.

Het scheen dat zulke uitbreiding der wet — waartoe de Fransche wetgever niet meende te mogen besluiten — onmogelijk was.

De maatregel zou niet enkel de handelaars in kunstvoorwerpen treffen, doch zou, in dergelijk geval, moeten toepasselijk zijn op al de handelaars die een oorspronkelijk kunstgewrocht verkoopen.

Het door de belanghebbenden uit te oefenen toezicht, dat vaak aanleiding geven zou tot kwellende maatregelen, zou uiterst moeilijk vallen.

Met de inning uit te breiden tot de private verkooping en zouden al de verkooping van kunstvoorwerpen met een percentage bezwaard worden en zouden de verhandelingen er erg door lijden.

De prijzen welke, in de publieke verkooping, voor het werk worden gevraagd, begripen de algemeene onkosten van den verkooper en zijn dikwijls het gevolg, niet van eene meerwaarde van dit gewrocht dan wel van de reclame en van de kosten van ruchtbaarmaking. Hoe nu juist de waarde daarvan te bepalen?

Nu het er op aankomt de erkenning van een nieuw recht te bekrachtigen, ware het gewaagd de toepassing ervan tot het uiterste te drijven, op gevaar af « de sympathie of ten minste de practische instemming der verscheidene belanghebbenden » te vervreemden.

Het gewrocht dient oorspronkelijk te zijn : de veeelvoudingen door louter mechanische middelen bekomen, zonder dat het verkochte exemplaar een merk van de persoonlijkheid van den auteur draagt, zijn door deze bepaling uitgesloten.

De zonder tusschenkomst van den kunstenaar door den drukker afgedrukte etsen, de door den fabrikant in handelsreeksen vervaardigde bronzen voorwerpen, de met den zelfden stempel geslagen gedenkpenningen zijn geenszins « oorspronkelijke gewrochten en eene persoonlijke schepping van den auteur ». Doch de kopieën door den auteur zelf gemaakt, de weergaven van een werk door een anderen kunstenaar, de door den steentekenaar of den etser bijgewerkte, gekleurde of opgewerkte etsen, de veeelvoudingen, de wasmodellen waaraan de beeldsnijder de hand heeft gehad enz. enz., worden door de bepaling der wet niet uitgesloten.

Van een anderen kant spreekt het van zelf dat de, voor de uitvoering der bouwplannen, in onroerende goederen ingewerkte kunstgewrochten, niet kunnen beschouwd worden als oorspronkelijke werken van een kunstenaar waarop deze een onvervreemdbaar volgrecht bezit. De teekeningen en de plannen van den bouwkundige maken het oorspronkelijke gewrocht uit. Het gebouw is er eene uitvoering van, en redelijkerwijze zou men niet kunnen aannemen dat elk onroerend goed, dat bij gedwongen of vrije verkoping aan den meestbiedende wordt toegewezen, aanleiding geeft tot het heffen van het volgrecht.

De kwestie werd opgeworpen tijdens de behandeling der Fransche wet. De Commissie heeft met algemeene stemmen deze verklaring afgewezen en zij achtte zelfs onnoodig deze beteekenis der wet nader aan te geven met daarin op te nemen dat *de kunstgewrochten van roerenden aard dienden te zijn*.

Wat het bedrag van het recht betreft, de tarifiering ervan zou voorzeker al te gering zijn indien het op de meerwaarde der kunstgewrochten had kunnen geïnd worden; doch er dient ingezien dat het voor eene bepaalde som geïnd

wordt, zelfs voor gewrochten welke beneden den aankoop prijs verkocht worden en dat het zal gevoegd worden bij de reeds zeer hooge heffingen waartoe de openbare veilingen nog steeds aanleiding geven.

Zal het volgrecht van toepassing zijn op al de bedoelde gewrochten om het even welke de nationaliteit zij van den auteur of deze van het gewrocht?

Indien de wet van 22 Maart 1886 aan de vreemdelingen dezelfde rechten toekent als aan onze Belgische landgenooten, is dit enkel binnen de grenzen door den tekst dezer wet bepaald.

Zij is dus in dit geval geen vergunnings titel ten voordeele der vreemdelingen. De overeenkomst van Berne (artikel 1) bepaalt integendeel dat « de auteurs tot een der Verbondslanden behorende, in de landen die niet het land der herkomst van het werk zijn... de rechten, welke de onderscheidene wetten thans verleen en of in den vervolge aan nationalen verleen en zullen... »

Moet men daaruit besluiten dat, krachtens dezen tekst, het recht van inbeslagneming toegekend wordt aan de vreemdelingen?

Het antwoord daarop kan aanleiding geven tot langdurende en gewaagde betwistingen.

Het genot en de uitoefening van de door de Belgische binnenlandsche wet geconcedeerde rechten zijn, naar luid van het Verdrag (art. 4, § 2 « onafhankelijk van het bestaan der bescherming in het land van herkomst van het werk »).

Deze regel moet echter in verband worden gebracht met die welke voorzien is bij artikel 7, waardoor de bescherming door het Verdrag niet wordt gewaarborgd dan gedurende den tijd welke in het land van herkomst van het werk is vastgesteld en, behalve in Frankrijk, is deze duur van het volgrecht overal nietig, vermits het recht er nog onbekend is.

Aldus zal men er toe gebracht worden te besluiten, dat de onderhoorigen van de andere landen niet gerechtigd zijn dit recht op te eischen. (Zie VAUNOIS, *La loi française du 20 mai 1920 Droit d'auteur*, 1920, bladz. 106.)

Anderzijds moet men, zooals deze tekstverklaarder het doet opmerken, zich afvragen of door dit recht « de noodzakelijke afhankelijkheid van het auteursrecht in zooverre wordt gesteld, dat men het op het Fransch grondgebied toekennen moet aan de burgers van de andere landen. Het bevestigend antwoord daarop zou, schrijft hij, op het eerste gezicht verwondering wekken, vermits het hier eene gansch nieuwe zaak geldt; men is er toe gedreven daarop eene afzonderlijke regeling toe te passen ».

Men zal dus de wet licht in dezen zin verklaren, dat de wet geen auteursrecht huldigt, doch wel, ten gunste van een auteur, regeling brengt in de gevolgen van afstandsverdragen die voortvloeien uit het auteursrecht.

Deze stelling wordt in de Memorie van Toelichting gestaafd, wanneer daar aangedrongen wordt op de voordeelen van de eenmaking in het tarief « *ten einde er gemakkelijker toe te komen, de van nu af aan beoogde wederkeerige maatregelen tot stand te brengen* ».

Niettemin is het wenschelijk dat, zoodra door de wetten van een vreemd land de Belgische auteurs zullen gerechtigd zijn gelijkwaardige voordeelen te genieten, deze wet eveneens zonder tegenspraak worde toegepast op de kunstenaars van dit land.

Van nu afaan staat de deur open om dit voordeel aan onze goede Fransche bureu te verleen.

Krachts het decreet van 17 December 1920 (art. 10), « genieten de kunstenaars van vreemde nationaliteit, hunne erfgenamen en rechthebbers het volgrecht tenzelfden titel en onder dezelfde voorwaarden als de Fransche kunstenaars, indien de wetten van hun land op de Fransche kunstenaars van toepassing komen, doch enkel zoolang de Fransche kunstenaars gerechtigd zijn dit recht in gemeld land uit te oefenen. »

Om deze wederkeerigheid in feiten om te zetten, zonder de langdurende rechtspleging der internationale overeenkomsten te moeten gebruiken, en ook om alle betwisting in de verklaring te vermijden, zou het, onzes dunkens, nuttig wezen, in de wet dezelfde regeling in te voeren, welke in zake industrieel eigendom door de wet van 11 October 1919 (art. 14) werd gehuldigd, en er een artikel in te lassen, luidend als volgt :

« ART. 5bis.

» Het voordeel dezer wet is, wat de vreemdelingen betreft, enkel toepasselijk op de onderdanen van landen welke aan Belgische onderdanen voordeelen verleend hebben, gelijkwaardig erkend bij in het *Staatsblad* bekendgemaakt koninklijk besluit. »

Aldus zal het mogelijk zijn onze kunstenaars onmiddellijk het volgrecht in Frankrijk te doen genieten, en die rechten der Fransche kunstenaars in België te bekrachtigen.

* * *

De werking der nieuwe wet zal regelingen eischen, waarvan de zorg aan het Bestuur moet worden opgedragen.

Het is wellicht niet van belang ontbloot, de bepalingen welke in Frankrijk krachts het decreet van 17 December 1920 werden getroffen, kort samen te vatten.

De kunstenaar die de toepassing der wet verlangt, hetzij voor geheel zijn werk, hetzij voor een of meer zijner werken, moet daarvan kennis geven door middel van eene inlassing in het *Journal Officiel* en een duplicata van deze bekendmaking sturen aan den Minister van Schoone Kunsten.

Bij gebreke echter van deze kennisgeving, kan hij niettemin aanspraak maken op dit recht, indien hij, wanneer een bepaald werk in openbare veiling komt, binnen de vier-en-twintig uren volgend op den verkoop, van den openbaren of ministerieelen ambtenaar die den verkoop heeft gedaan vordert dat de afhouding hem worde voorbehouden.

Is de afgehouden som binnen de maand van den verkoop niet overhandigd aan den kunstenaar of aan dezes lasthebber, dan wordt hij bij aangeteekenden brief verwittigd dat de som te zijner beschikking wordt gehouden. Bij het verloop van de derde maand wordt het geld aan den verkooper teruggeschonken, en de kunstenaar heeft dan nog slechts verhaal op dezen laatste.

De lasthebber kan eene maatschappij of een syndicaat wezen, gelast de belangen van den kunstenaar of dezes rechthebbenden te vertegenwoordigen; in dergelijk geval zal hij de noodige maatregelen treffen om zijne rechten te vrijwaren.

De nieuwe wet, om doeltreffend te wezen, eischt dat de belanghebbenden zich groepeeren, hoewel niets in de u onderworpen teksten de individueele vrijheid belemmert.

Alleen door de vereeniging zullen de kunstenaars de inning van de hun verworven rechten kunnen verzekeren.

Het is te voorzien dat deze groepeerings van nationaal weldra internationaal zullen worden en het zal, laten wij het hopen, ons land gegeven zijn er de hoofdzetel van te blijven.

Moest de wet alleen voor gevolg hebben, zulkeen verstandelijk verbond te doen ontstaan, dan zouden allen die er toe bijgedragen hebben zich voorzeker daarover moeten verblijden, de woorden indachtig zijnde van Victor Hugo bij de slichting van het nederige organisme dat tot de machtige *Association artistique et littéraire internationale* is opgegroeid.

« De vereeniging van al de vernuften is de gestadige droom geweest van mijn leven dat schier zooveel jaren telt als de eeuw.

» Het ras der letterkundigen, dat een zeldzaam ras is, zal voorop gaan; de volkeren zullen het volgen.

» De wereldvrede zal de vrucht zijn van deze onbegrensde geestelijke broederlijkheid.

» Ik heb altijd gedacht dat uit het verbond der letteren de bevrediging der zielen zou geboren worden. »

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

E. TIBBAUT.